



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/10/64
6 février 2009

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Dixième session
Point 2 de l'ordre du jour

RAPPORT ANNUEL DU HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES
AUX DROITS DE L'HOMME ET RAPPORTS DU HAUT-COMMISSARIAT
ET DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

**Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
sur les éléments nouveaux au sein des Nations Unies concernant la lutte
contre la traite des personnes ainsi que sur les activités
du Haut-Commissariat à ce sujet***

Résumé

Le présent rapport a été établi en application des dispositions de la résolution 8/12 du Conseil des droits de l'homme intitulée «Rapporteur spécial sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants». Il rend compte des faits nouveaux concernant les stratégies élaborées et les activités menées dans le cadre du système des Nations Unies pour lutter contre la traite des êtres humains, notamment des activités des organismes des Nations Unies, du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) et des mécanismes de protection des droits de l'homme des Nations Unies. Il présente en outre les Principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains, établis en 2002 par le Haut-Commissariat.

* La soumission tardive de ce document s'explique par le souci d'y faire figurer des renseignements aussi à jour que possible.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction.....	1 – 3	3
I. FAITS NOUVEAUX AU SEIN DES NATIONS UNIES.....	4 – 50	3
A. Initiatives à l'échelle du système	4 – 11	3
B. Initiatives prises par des organismes des Nations Unies, notamment à l'appui des efforts nationaux	12 – 50	5
II. ACTIVITÉS DU HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME ET DES MÉCANISMES DE PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES	51 – 75	14
A. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	51 – 62	14
B. Mécanismes de protection des droits de l'homme des Nations Unies	63 – 75	16
III. PRINCIPES ET DIRECTIVES RECOMMANDÉS CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME ET LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS	76 – 86	19
A. Principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains	77 – 82	20
B. Mise en œuvre par les organismes des Nations Unies et d'autres institutions des Principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains	83	21
C. Le commentaire sur les Principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains....	84 – 85	22
D. Concrétiser les Principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains	86	22
IV. CONCLUSIONS	87 – 90	22

Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 8/12 de Conseil des droits de l'homme intitulée «Rapporteur spécial sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants», dans laquelle le Conseil a prié le Haut-Commissariat «de soumettre au Conseil, à sa neuvième session, un rapport sur les éléments nouveaux au sein des Nations Unies concernant la lutte contre la traite des personnes ainsi que sur les activités du Haut-Commissariat à ce sujet, en présentant notamment les Principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains qui ont été établis par le Haut-Commissariat». Comme indiqué dans une précédente note du secrétariat¹, le présent rapport est présenté au Conseil à sa dixième session afin qu'une synthèse complète des éléments nouveaux au sein du système des Nations Unies concernant la traite puisse être élaborée et distribuée bien avant la tenue de cette session.

2. Comme suite à la demande du Conseil, le 30 octobre 2008, le Haut-Commissariat a sollicité des renseignements écrits auprès des organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales. Au 15 décembre 2008, il avait reçu des réponses du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, de la Division de la promotion de la femme, du Département des affaires économiques et sociales, de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Université des Nations Unies (UNU), de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

3. Le présent rapport comprend quatre chapitres. Le chapitre I rend compte des faits nouveaux au sein des Nations Unies concernant la lutte contre la traite des êtres humains, notamment des stratégies adoptées et des initiatives entreprises par les organismes des Nations Unies. Le chapitre II fait le point sur les activités du Haut-Commissariat en matière de lutte contre la traite. Le chapitre III présente les Principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains. Enfin, le chapitre IV porte sur les conclusions.

I. FAITS NOUVEAUX AU SEIN DES NATIONS UNIES

A. Initiatives à l'échelle du système

1. Élaboration de stratégies

4. Les organismes intergouvernementaux des Nations Unies ont continué à mettre au point des stratégies au moyen de résolutions et de recommandations fondées sur les rapports examinés.

¹ A/HRC/9/27.

5. En décembre 2008, l'Assemblée générale a adopté deux résolutions visant à intensifier les efforts menés à l'échelle internationale pour prévenir la traite des êtres humains et protéger les victimes, en particulier les femmes et les enfants: la résolution 63/156, intitulée «Traite des femmes et des filles» et la résolution 63/194, intitulée «Amélioration de la coordination de l'action contre la traite des personnes».

6. Au cours des deux dernières années, le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social plusieurs rapports consacrés à la traite des personnes et contenant des recommandations pour combattre ce phénomène et protéger les droits de l'homme des victimes². Par exemple, dans son quatrième rapport sur la traite des femmes et des filles (A/63/215) publié le 4 août 2008, le Secrétaire général a insisté sur la nécessité d'adopter une stratégie globale et multidisciplinaire qui tienne compte des questions de parité et fasse intervenir toutes les parties prenantes concernées pour prévenir et combattre plus efficacement la traite des femmes et des filles. Dans son rapport sur l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violences à l'égard des petites filles (E/CN.6/2007/2), il a attiré l'attention sur les actes de discrimination et de violence, tels que la traite, dont les filles sont victimes dans les situations de conflit et d'après-conflit.

7. Dans son rapport du 3 juillet 2008 sur l'amélioration de la coordination des efforts déployés pour lutter contre la traite des personnes (A/63/90), le Secrétaire général a réaffirmé que l'Assemblée générale jouait un rôle important s'agissant de coordonner l'action internationale contre la traite des personnes et de faciliter la bonne mise en œuvre du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (Protocole de Palerme) et du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

8. Dans l'étude approfondie du Secrétaire général sur toutes les formes de violence à l'égard des femmes³, la traite des femmes est également abordée en tant que l'une des formes de violence dont elles sont victimes. En outre, plusieurs des recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport de 2006 sur la violence à l'encontre des enfants portaient sur la traite des enfants et les mesures à prendre pour réduire les facteurs de risque, renforcer les services d'aide aux victimes et intensifier le soutien apporté aux personnes et familles à haut risque⁴.

2. Principales initiatives et réunions

9. Le premier Forum mondial contre la traite des personnes, élément fondamental de l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains, s'est tenu à Vienne du 13 au 15 février 2008. Il a rassemblé quelque 1 600 participants venus de plus de 130 pays. Le Forum, axé sur trois thèmes (vulnérabilité, impact et action), a permis d'étudier dans leur

² Voir A/63/90, A/63/99, A/63/215 et E/CN.6/2007/2.

³ A/61/122/Add.1 et Corr.1.

⁴ A/61/299. Voir également www.violencestudy.org.

contexte les différentes dimensions de la traite ainsi que sa relation à la sécurité, au développement et aux droits de l'homme. La rencontre a été précédée d'un forum de parlementaires organisé en partenariat avec l'Union interparlementaire, qui a donné à des parlementaires l'occasion de débattre de mesures concrètes et de bonnes pratiques, et par la création du Women Leaders' Council (Conseil des femmes dirigeantes), qui a réuni des dirigeantes du monde entier.

10. Le 3 juin 2008, pour la première fois, l'Assemblée générale a tenu un débat thématique sur la traite. Le Président de l'Assemblée a dit qu'en dépit des accords et initiatives appuyés par les Nations Unies «il existait toujours un profond fossé entre la lettre de la loi et la situation sur le terrain»⁵. La Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme a insisté sur le fait que les gouvernements étaient juridiquement tenus de prendre, avec la diligence voulue, toutes les mesures nécessaires pour prévenir la traite et l'exploitation qui y est associée⁶. Il a été souligné au cours des débats que les États membres, les organisations internationales concernées, la société civile et le secteur privé devraient collaborer le plus largement possible pour que les efforts de lutte contre la traite puissent porter leurs fruits.

11. Le troisième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents, organisé par l'UNICEF en collaboration avec le Gouvernement brésilien, le Réseau contre la prostitution enfantine, la pornographie enfantine et le trafic d'enfants à des fins sexuelles (ECPAT) et l'organisation non gouvernementale Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant, s'est tenu en novembre 2008 au Brésil. Les participants se sont intéressés aux nouveaux aspects de l'exploitation commerciale à des fins sexuelles, notamment la traite. Le document final offre un cadre pour les activités de suivi, en particulier celles relatives à la traite des enfants.

B. Initiatives prises par des organismes des Nations Unies, notamment à l'appui des efforts nationaux

1. Activités de coordination

12. En mars 2007, l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains a été lancée dans le cadre d'un partenariat entre l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'UNICEF, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui sont tous membres du Comité directeur. L'Initiative a pour objectif de mobiliser les acteurs étatiques et non étatiques en vue d'éliminer la traite. Un site Web a spécialement été conçu pour soutenir les efforts de sensibilisation et assurer une meilleure coordination (www.ungift.org). La coordination de l'Initiative est assurée par le Comité directeur, qui se réunit tous les mois.

⁵ *Bulletin quotidien* de l'ONU, 3 juin 2008.

⁶ Voir <http://www2.ohchr.org/english/press/newsFrameset-2.htm>.

13. Depuis 2006, le Groupe interinstitutions de coopération contre la traite des êtres humains dirigé par l'ONUDC a coordonné de nombreuses activités entre différents partenaires. Ce groupe a pour mission de favoriser la coordination et la coopération entre les organismes des Nations Unies concernés et d'autres organisations internationales afin d'aider les États à prévenir et à combattre la traite. Le Groupe de contact des organisations internationales sur la traite des êtres humains et les passages clandestins de migrants, dont les activités sont coordonnées par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et qui réunit des organismes des Nations Unies, des organisations internationales et des représentants de l'organisation non gouvernementale Caucus on Trafficking, vise à renforcer la coopération, en particulier dans les domaines du développement du droit et de l'élaboration de politiques. Autre mécanisme visant à promouvoir la coordination interinstitutions en matière de lutte contre la traite, le Groupe mondial sur la migration réunit les dirigeants de 18 institutions dans le but d'assurer une meilleure coordination des activités relatives aux migrations internationales.

2. Collecte de données, recherche, études et appui à l'élaboration de politiques

14. Les organismes des Nations Unies et d'autres organisations mènent différentes activités visant à faciliter l'accès aux données. En avril 2007, afin de collecter des informations de base, l'ONUDC a entrepris, sous l'égide de l'Initiative mondiale contre la traite des êtres humains, une vaste opération de collecte de données sur les mesures qu'ont prises les États pour lutter contre la traite, concernant en particulier leur cadre législatif et administratif, le système de répression pénale et les services d'aide aux victimes. La Division de la promotion de la femme du Département des affaires économiques et sociales inaugurera une base de données sur la violence contre les femmes à l'occasion de la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme en mars 2009. Cette base de données contiendra des informations sur les mesures prises par les États dans différents domaines, qui porteront notamment sur le cadre juridique, les politiques et programmes, les services d'aide aux victimes, la collecte de données, l'établissement de statistiques et les pratiques d'avenir. L'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice travaille à l'élaboration de programmes de lutte contre la traite qui comprennent un module d'évaluation visant spécialement à la collecte et à l'analyse d'informations et de données sur les caractéristiques et modalités de la traite, les itinéraires et circuits, ainsi que les mesures prises pour lutter contre ce phénomène. Il a également créé trois bases de données contenant respectivement les instruments juridiques pertinents, la liste des institutions visant à combattre l'exploitation sexuelle des mineurs et une bibliographie mise à jour sur la traite des personnes⁷.

15. L'OIM travaille depuis 2000 à l'élaboration d'une base de données mondiale sur la traite, instrument sans équivalent qui permet de faciliter la gestion de l'aide, des retours volontaires et des activités de réadaptation à l'intention des victimes de la traite et de renforcer les capacités de recherche en vue d'une meilleure compréhension des causes, processus, tendances et conséquences de la traite. Elle publiera prochainement plusieurs rapports élaborés dans le cadre de la série de travaux de recherche thématiques fondés sur la base de données. Les chercheurs utiliseront les données non personnelles enregistrées dans le système pour examiner

⁷ http://www.unicri.it/wwwd/trafficking/legal_framework/index.php,
<http://www.unicri.it/wwwd/trafficking/irisem/index.php>,
<http://www.unicri.it/wwwd/trafficking/bibliography/index.php>.

spécifiquement les questions de la traite secondaire, de la traite des hommes, des trafiquants et de la criminalité organisée.

16. L'Université des Nations Unies a entrepris un projet de recherche qui a pour objet de favoriser une meilleure compréhension des contextes social, économique et politique de la traite des personnes et d'apporter une contribution aux débats d'orientation et aux actions stratégiques en matière de lutte contre la traite. Dans le cadre de ce projet, une mission sur le terrain a été organisée à Phnom Penh aux fins d'un échange de vues avec les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales qui se consacrent à la lutte contre la traite et, en 2008, un livre intitulé «Trafficking in Humans: Social, Cultural and Political Dimensions» (La traite des êtres humains: aspects sociaux, culturels et politiques) a été publié⁸.

17. L'UNICEF maintient une base de données mondiale établie à partir d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples⁹, qui portent sur différents points susceptibles d'être évalués au moyen d'enquêtes sur les ménages tels que l'enregistrement des naissances, le travail des enfants, le mariage des enfants, les enfants handicapés et les méthodes de discipline pour les enfants. Il n'existe pas encore de données sur la traite des enfants au niveau mondial, mais l'UNICEF, en collaboration avec d'autres partenaires, travaille à l'élaboration d'une méthodologie et d'indicateurs pour recueillir des informations sur cette question. Le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF héberge le site Web du Centre de recherche sur la traite des enfants¹⁰, qui a été spécialement conçu pour la collecte de données, le transfert des connaissances et l'élaboration de méthodologies pour la recherche sur la traite des enfants. Un guide de référence sur la protection des droits des enfants victimes de la traite en Europe¹¹ ainsi qu'un rapport sur l'action menée en Asie du Sud pour prévenir et combattre la traite des enfants¹² ont également été récemment publiés. En outre, l'UNICEF a élaboré des directives concernant la protection des enfants victimes de la traite¹³. Ces ressources techniques servent de base pour élaborer des politiques et des pratiques et aider les gouvernements, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et d'autres prestataires de services à protéger les enfants victimes de la traite.

18. L'Organisation internationale du Travail (OIT) publie des rapports sur le travail forcé et le travail des enfants dans le monde, qui contiennent des exemples de bonnes pratiques concernant

⁸ Voir <http://www.unu.edu/unupress/2008/traffickingInHumans.html>.

⁹ Voir www.childinfo.org.

¹⁰ <http://www.childtrafficking.org>.

¹¹ Peut être consulté à l'adresse: http://www.unicef.org/ceecis/UNICEF_Child_Trafficking_low.pdf.

¹² Peut être consulté à l'adresse: http://www.unicef.org/infobycountry/files/IRC_CT_Asia_Summary_FINAL4.pdf.

¹³ Peuvent être consultées à l'adresse: www.unicef.at/fileadmin/medien/pdf/UNICEF_Guidelines_on_the_Protection_of_Child_Victims_of_Trafficking.pdf.

la mise en œuvre de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail. En outre, le cadre multilatéral pour la migration de main-d'œuvre, élaboré à la demande des États membres à la Conférence internationale du travail en 2004, contient des principes directeurs et des exemples de bonnes pratiques en matière de protection des travailleurs migrants contre les pratiques abusives, notamment le travail forcé et la traite. Le rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations concernant l'Enquête générale de 2007 sur la Convention n° 29 sur le travail forcé (1930) et la Convention n° 105 sur l'abolition du travail forcé (1957)¹⁴, qui examine l'incidence des mécanismes de surveillance de l'OIT sur la lutte contre la traite des personnes, est particulièrement utile. Dans ce rapport, la Commission a rappelé les efforts constants qu'elle déployait depuis 2001 pour attirer l'attention de la Conférence internationale du travail sur le problème de la traite des êtres humains à des fins de travail forcé. Le contrôle périodique de l'application des conventions ratifiées de l'OIT relatives au travail des enfants (notamment la Convention n° 182 de 1999 sur les pires formes de travail des enfants) a fait apparaître des cas de traite des enfants à des fins de travail ou d'exploitation sexuelle dans plusieurs pays.

19. Plusieurs organismes des Nations Unies élaborent actuellement ou ont déjà élaboré des directives qui devraient servir à la conception de politiques et de pratiques visant à lutter contre la traite des personnes. L'OMS, en collaboration avec l'OIM, élabore actuellement à l'intention des prestataires de soins de santé des directives relatives à la traite des personnes visant à leur donner des conseils pratiques, non cliniques, afin de les aider à comprendre ce phénomène, à reconnaître quelques-uns des problèmes de santé qui y sont associés et à adopter des méthodes sûres et appropriées pour dispenser des soins de santé aux victimes de la traite. La première version de ces directives élaborées par des spécialistes de la santé et de la traite devait être distribuée à la fin de 2008. Elle devrait être testée dans différents pays, avant qu'une version finale soit publiée en 2010.

20. Sous l'égide de l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains, différentes activités de recherche et d'élaboration de politiques ont été entreprises dans le cadre des initiatives de groupes d'experts mises en place par les organisations partenaires. Ainsi, au Forum de Vienne, une séance spéciale intitulée «Quantifier la traite des êtres humains» a donné lieu à un débat sur le manque d'informations et l'insuffisance de données concernant les infractions et la justice pénale. Les documents produits dans le cadre des initiatives de groupes d'experts seront des instruments utiles pour des activités telles que l'évaluation des besoins, le renforcement des capacités, la collecte de données, le soutien aux victimes et la protection de celles-ci¹⁵. Autre exemple, en janvier 2008, l'OIM a organisé un débat d'experts consacré à l'élaboration de nouvelles méthodes de recherche sur la traite des êtres humains, qui a réuni 20 spécialistes renommés du monde entier.

¹⁴ Peut être consulté à l'adresse:

http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_089199.pdf.

¹⁵ On trouvera de plus amples informations sur les initiatives de groupes d'experts à l'adresse: <http://www.ungift.org/ungift/en/initiatives/expert-groups.html>.

3. Mesures de prévention

21. Les organismes des Nations Unies continuent à mener ou à soutenir des actions de prévention, notamment des activités de sensibilisation et de mobilisation.

22. L'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice a mené des campagnes de sensibilisation intensives sur la traite des femmes et des mineurs à des fins d'exploitation sexuelle afin de sensibiliser les victimes potentielles, les dirigeants politiques et religieux, les institutions publiques et le grand public à ce problème et de mieux faire connaître les services d'aide accessibles aux victimes. Les activités entreprises dans ce cadre comprenaient des spots à la télévision et à la radio, des campagnes publicitaires, des panneaux d'affichage mobiles, des visites dans les écoles et des tables rondes pluridisciplinaires.

23. En octobre 2008, l'ONUSUDC a publié une version mise à jour d'un dossier pratique sur la lutte contre la traite. Celui-ci comprend 123 outils, parmi lesquels des conseils, des recommandations et des pratiques prometteuses à l'intention des décideurs, des agents chargés de l'application des lois, des juges, des procureurs, des prestataires de services d'aide aux victimes et des membres de la société civile qui œuvrent pour prévenir la traite ainsi que pour protéger et aider les victimes¹⁶.

24. L'OIT a appelé les entreprises à constituer une alliance pour lutter contre le travail forcé, qui est en train de voir le jour. En 2008, à l'issue d'une série d'ateliers qui avaient réuni des dirigeants d'entreprises du monde entier, des directives ont été publiées à l'intention des employeurs. Au niveau national, notamment au Brésil, en Chine, en Jordanie, en Russie et au Viet Nam, l'OIT a lancé des programmes de prévention conjoints avec des organisations d'employeurs ou des chambres du commerce et a aidé des fédérations syndicales nationales ou internationales à jouer un rôle actif dans la prévention et la détection des pratiques de travail forcé, notamment la traite. En ce qui concerne la lutte contre la traite des enfants, l'OIT, en collaboration avec les gouvernements, les travailleurs et les employeurs, a mis en œuvre plusieurs programmes sous-régionaux ou nationaux¹⁷.

4. Renforcement des capacités

25. Des actions de renforcement des capacités en matière de lutte contre la traite des personnes, en particulier les femmes et les enfants, ont été menées auprès de différentes parties prenantes, notamment des gouvernements et des acteurs de la société civile, aux niveaux national et local. L'ONUSUDC, qui a été chargé d'aider les États Membres à mettre en œuvre les Protocoles de Palerme, continue à apporter une assistance technique en matière de lutte contre la traite dans toutes les régions. Au cours des deux dernières années, il a mené à bien 26 projets dans le monde. En février 2008, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice a commencé la mise en œuvre d'un programme relatif à la traite des femmes et des

¹⁶ Ce document peut être consulté à l'adresse:

http://www.unodc.org/documents/human-trafficking/HT_Toolkit08_English.pdf.

¹⁷ Voir «Child Trafficking: the ILO's response through IPEC» (OIT, 2007), qui peut être consulté à l'adresse: <http://www.ilo.org/ipeinfo/product/viewProduct.do?productId=6484>.

adolescents du Nigéria en Italie, qui vise à renforcer les capacités et à dispenser des cours de formation au Nigéria, ainsi qu'à sensibiliser la population et à aider les femmes à s'émanciper. Ce programme vise également à donner aux victimes et victimes potentielles de la traite un meilleur accès aux programmes de microfinancement pour leur permettre de développer des activités génératrices de revenus viables.

26. L'OIM a mis en œuvre des programmes relatifs à la lutte contre la traite dans différents ministères (ministères de la justice, de l'intérieur, de la sécurité sociale et du développement, de la santé et de l'éducation), ainsi qu'auprès de nombreux acteurs de la société civile. Pour mener à bien ses programmes de lutte contre la traite, l'OIM collabore avec d'autres institutions, telles que les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et diverses institutions religieuses.

27. L'UNICEF s'efforce d'aider les gouvernements à mettre au point ou à consolider des systèmes de protection de l'enfance qui comprennent les lois, politiques, règlements et services nécessaires dans tous les secteurs de la société – notamment dans les domaines de la sécurité sociale, de l'éducation, de la santé, de la sécurité et de la justice. Il mène également des activités de prévention visant à apporter un soutien aux familles et à renforcer la cellule familiale pour réduire les risques d'exclusion sociale, de séparation, de violence et d'exploitation. L'UNICEF a appuyé des actions de formation menées auprès des juges, procureurs, policiers, fonctionnaires de l'immigration et travailleurs sociaux en Serbie, au Monténégro et en Angola et portant sur les droits de l'enfant et les mesures de protection pour les enfants victimes de la traite.

28. L'UNICEF, l'Organisation mondiale du tourisme et le Réseau contre la prostitution enfantine, la pornographie enfantine et le trafic d'enfants à des fins sexuelles soutiennent le Code de conduite pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme et l'industrie des voyages, qui vise à faire activement participer le secteur privé et l'industrie du tourisme à la lutte contre le tourisme pédophile et la traite des enfants.

29. L'OIT collabore étroitement avec les services de statistique de plusieurs pays pour les aider à établir des statistiques nationales sur la traite. Pour assurer la viabilité de ces programmes, elle s'appuie sur les outils existants, tels que les enquêtes nationales sur la population active.

30. L'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains contribue également au renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques en élaborant des outils à cette fin. Elle a notamment conçu des «Directives de secours» pour l'application des lois, qui ont été examinées lors d'une réunion d'experts en mai 2008. L'OIT et l'UNICEF ont élaboré un manuel de formation sur la lutte contre la traite des enfants. En Inde, sous l'égide de l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains, l'ONUDC et la Pacific Asia Travel Association (PATA) travaillent à l'élaboration d'un code de conduite en faveur d'un «tourisme sûr et moral».

31. Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont également contribué à la lutte contre la traite. Par exemple, la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) étudie actuellement le projet de loi sur l'enfance du Libéria, destiné à combler les lacunes de la législation existante, qui rendent possible l'adoption illégale d'enfants libériens à l'étranger. La MINUL contribue en outre à l'élaboration d'une politique de sécurité sociale pour le pays,

qui régira les adoptions et les déplacements d'enfants au Libéria et dans les autres pays. La MINUL a réalisé une évaluation sous-régionale des actions destinées à prévenir et à combattre la traite des êtres humains en Afrique de l'Ouest.

5. Appui au développement du droit

32. Les organismes des Nations Unies ont collaboré avec les autorités nationales en vue d'améliorer les lois visant à lutter contre la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants. Ainsi, l'ONUDC a élaboré un modèle de loi sur la lutte contre la traite, proposant un arsenal complet de dispositions qui couvre tous les problèmes pertinents, tout en restant suffisamment souple pour s'adapter aux besoins particuliers des différents systèmes juridiques. L'ONUDC a également élaboré des modules de formation intensive sur la lutte contre la traite, qui englobent tous les aspects du problème tout en faisant une place aux droits de l'homme. Ces modules seront disponibles en 2009¹⁸.

33. En mai 2008, la Division de la promotion de la femme du Département des affaires économiques et sociales et l'ONUDC ont organisé à Vienne une réunion d'experts sur les bonnes pratiques en matière d'élaboration de lois sur la violence contre les femmes. On y a présenté une étude spécialisée sur les moyens juridiques de lutter contre la traite en tant que forme de violence à l'égard des femmes et l'utilité d'une stratégie globale pour l'élaboration de la législation dans ce domaine. Les participants ont adopté un cadre général contenant des recommandations sur les dispositions qui devraient être incluses dans toute législation sur la violence à l'encontre des femmes, notamment en matière d'application et de contrôle de la loi, de prévention, de protection, de soutien et d'aide aux victimes, d'enquêtes et de poursuites judiciaires¹⁹.

34. Le Manuel sur la lutte contre la traite des enfants élaboré par l'UNICEF et l'Union interparlementaire à l'intention des parlementaires a été traduit dans différentes langues et largement utilisé par les législateurs du monde entier.

35. Dans le cadre de son mandat visant à apporter une assistance technique lors de l'élaboration des lois, l'OIT a formulé des observations sur différents projets de lois sur la migration, notamment sur des dispositions concernant la traite, en Albanie, aux États-Unis, au Liban, aux Maldives, en Mauritanie, en République de Moldova, en Syrie, au Timor-Leste et en Ukraine.

6. Services d'aide aux victimes et aux survivants de la traite

36. Les organismes des Nations Unies continuent à aider différentes parties prenantes à améliorer les services d'aide aux victimes de la traite.

¹⁸ D'autres publications de l'ONUDC peuvent être consultées à l'adresse suivante: <http://www.unodc.org/unodc/en/human-trafficking/publications.html>.

¹⁹ On trouvera davantage d'informations sur la réunion d'experts, y compris les documents soumis et le rapport final, à l'adresse suivante: http://www.un.org/womenwatch/daw/egm/vaw_legislation_2008/vaw_legislation_2008.htm.

37. L'UNICEF s'attache à faire en sorte que les enfants vivent dans un milieu propre à assurer leur protection, ainsi qu'à améliorer leur santé, leur éducation et leur bien-être. Parmi les services mis en place pour aider tous les enfants, y compris les victimes de la traite, figurent des mécanismes d'orientation, des centres d'accueil, des services de conseil, des soins de santé, des services de tutelle, l'éducation et des conseils juridiques. L'UNICEF dispense également des programmes de formation auprès d'organisations non gouvernementales locales qui gèrent des centres d'accueil pour les femmes victimes de la traite et une ligne téléphonique d'urgence pour les victimes.

38. Au cours des dix dernières années, l'OIM a apporté une protection spécifique et une assistance directe à 15 000 personnes victimes de la traite ou exploitées. Son but premier est de prévenir la traite des êtres humains, de protéger les victimes et de les aider soit à s'intégrer dans le pays de façon sûre et durable, soit à rentrer volontairement dans leur pays d'origine et à s'y réintégrer. Les personnes qui ont bénéficié de la protection de l'OIM étaient en majorité des femmes victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle (8 326 cas sur 12 681 entre 2000 et 2007). Toutefois, un nombre croissant d'hommes victimes de la traite ont également reçu l'assistance de l'OIM et de ses partenaires (355 personnes en 2007 contre 19 en 2001). Dans le même temps, le nombre de victimes d'exploitation par le travail auxquelles l'OIM a apporté son soutien a également augmenté (passant de 58 personnes en 2001 à 602 personnes en 2007).

39. L'OIT met en œuvre des programmes de coopération technique visant à prévenir la traite (notamment la traite des enfants) dans une quarantaine d'États membres. Un grand nombre de ces projets comprennent des composantes visant à la réadaptation des victimes par la formation, l'éducation, les conseils psychologiques et sociaux, l'aide à l'emploi, des services de microfinancement et d'autres mesures d'émancipation.

40. Le programme de lutte contre la traite des femmes et des adolescents de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice a pour objectif d'améliorer l'accès des victimes et victimes potentielles de la traite aux services de microfinancement pour qu'elles puissent développer des activités génératrices de revenus viables.

41. En 2008, l'ONUDC a organisé à l'intention des ONG partenaires une session d'orientation sur les moyens d'élaborer des partenariats avec les entreprises, en mettant l'accent sur la réadaptation des victimes de la traite et les programmes de prévention au niveau des collectivités locales.

42. L'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains s'est associée avec Bharatiya Kisan Sangh, une ONG indienne qui œuvre à Jharkhand, pour faire en sorte que les victimes de la traite bénéficient d'une procédure régulière. En mai 2008, cette ONG a facilité la tenue d'audiences publiques avec des représentants de la Commission nationale de la femme et d'autres hauts fonctionnaires du Gouvernement. À la suite de ces auditions, plus de 300 affaires ont été examinées par les administrations locales avant de faire l'objet d'une procédure judiciaire formelle.

7. L'intensification des efforts de lutte contre la traite: difficultés rencontrées, enseignements tirés et perspectives

43. Ainsi que l'ont montré les activités des organismes des Nations Unies, il est indispensable d'adopter une approche intégrée pour combattre efficacement la traite des personnes. Pour que la traite puisse être éliminée, il faut qu'il existe au plus haut niveau une volonté et un engagement politiques de faire de cette question une priorité aux échelons local, national, régional et international.

44. Comme l'OIT l'a relevé, les efforts de coordination, tels que ceux déployés dans le cadre de l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains, ont permis de partager des informations et de déterminer les points forts respectifs des différentes organisations qui luttent contre la traite. Les conférences de haut niveau et les déclarations communes ont permis de susciter une prise de conscience accrue du problème à l'échelle mondiale et d'influencer dans une certaine mesure l'élaboration des politiques. La mise en place d'un secrétariat indépendant, doté de ressources adéquates et chargé de jeter les bases de la coopération entre les organismes, permettrait d'intensifier ces efforts. La collaboration interinstitutions est plus efficace lorsque les différents organismes exploitent leurs points forts respectifs, se complètent et se renforcent mutuellement. La coordination des activités entre les institutions pourrait favoriser une utilisation plus efficace des ressources, notamment lorsqu'il s'agit d'élaborer (et de mettre en œuvre) des plans d'action nationaux portant sur des problèmes connexes, tels que le travail forcé, le travail des enfants et la traite.

45. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme préconise de placer les droits de l'homme au cœur de toute stratégie de lutte contre la traite qui se veut viable, conformément aux Principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains qui doivent régir la lutte contre la traite fondée sur les droits de l'homme.

46. L'UNICEF a insisté sur la nécessité de créer un environnement propre à garantir la protection des enfants, dans lequel ils ne soient ni brutalisés, ni exploités, ni séparés de leur famille inutilement et où les lois, services, comportements et pratiques permettent de réduire la vulnérabilité des enfants, de combattre les facteurs de risques connus et de renforcer la résilience des enfants. Il est important que tous les enfants vulnérables aux mauvais traitements et à l'exploitation, notamment à la traite, puissent bénéficier des activités et services visant à prévenir la traite.

47. Ces dernières années, on a assisté à une nette augmentation du nombre d'hommes victimes de la traite, de même que du nombre de personnes victimes de la traite à des fins d'exploitation par le travail, telles que les femmes soumises à la servitude domestique. Les débats menés par l'OIM ont également fait ressortir que la multiplication de filières de migration sûres et légales pourrait faire diminuer l'incidence de la traite et que la mise en place d'un cadre de protection élargi pour tous les migrants permettrait d'améliorer le taux d'identification des victimes de la traite.

48. Ainsi que l'a observé le PNUE, la dégradation de l'environnement devient une importante cause de migration, tant à l'intérieur des pays qu'entre les pays, en raison de ses effets dévastateurs, notamment, sur les moyens de subsistance des communautés les plus pauvres, qui

sont ainsi plus vulnérables à la traite. Il serait donc important que les débats visant à déterminer les causes profondes de la traite portent aussi sur les questions liées à l'environnement.

49. La protection des droits fondamentaux du travail est une importante garantie contre la traite. Elle nécessite des administrations du travail fortes, ainsi que l'instauration d'un dialogue social et d'une coopération entre les parties prenantes. Les activités d'assistance technique menées par l'OIT auprès des États membres ont permis de mettre en évidence des bonnes pratiques dans ce domaine.

50. Une lutte contre la traite axée sur les droits de l'homme suppose l'adoption de mesures de justice pénale efficaces, de sorte que les responsables aient à répondre de leurs actes et que les droits des victimes soient protégés à tous les stades de l'application de la loi. L'ONUDC insiste sur le fait que l'efficacité réelle de cette action est tributaire de la participation de la société dans son ensemble, du niveau des communautés locales et des organisations non gouvernementales à celui des fonctionnaires concernés par la migration et des procureurs.

II. ACTIVITÉS DU HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME ET DES MÉCANISMES DE PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES

A. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

51. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a continué à combattre la traite des êtres humains en élaborant et en promouvant des stratégies axées sur les droits de l'homme dans tous les domaines et à l'intention de toutes les parties prenantes.

52. Le HCDH mène différentes activités liées à la lutte contre la traite des êtres humains au niveau national. Ainsi, en 2008, en collaboration avec l'OIM, l'UNICEF et le Haut-Commissariat pour les réfugiés, il a présenté au Gouvernement panaméen des observations sur son projet de loi et de procédures régissant la migration, qui contenait notamment des dispositions relatives à la traite.

53. Au Népal, des consultations ont été menées à deux reprises avec des responsables gouvernementaux aux niveaux national et local concernant les aspects juridiques et politiques de la lutte contre la traite et, en décembre 2006, un programme de formation a été organisé à l'intention de représentants de la Commission nationale des droits de l'homme et du Gouvernement. Le programme d'aide et de partenariat relatif à des travaux de recherche sur la vulnérabilité des femmes, la traite et les droits de l'homme dans l'ouest du Népal, lancé en 2007 en collaboration avec le bureau du Rapporteur spécial de la Commission nationale des droits de l'homme, devrait s'achever en 2009.

54. Le HCDH a contribué à l'élaboration de programmes de lutte contre la traite en Thaïlande, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies. Il a également collaboré avec l'OIT et le Ministère libanais du travail dans le cadre d'un projet de lutte contre la traite dont l'objectif était de mettre au point un modèle de contrat pour les travailleurs migrants au Liban.

55. En 2008, en collaboration avec des membres de l'Équipe de pays des Nations Unies et des représentants de la société civile, le HCDH a travaillé en partenariat avec le Gouvernement moldove pour renforcer le cadre législatif de la lutte contre la traite et renforcer les capacités de la société civile dans ce domaine.

56. Sous l'égide de l'American Bar Association, le Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale a participé à l'élaboration d'un manuel de référence pour la poursuite des responsables de la traite au Cameroun, qui a été utilisé pour la première fois en septembre 2008 dans le cadre d'une formation destinée aux instructeurs de la police. En octobre 2008, en collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, le Centre a organisé à Libreville une consultation d'experts sur la traite des enfants en Afrique centrale, qui a réuni 25 spécialistes en la matière.

57. Le HCDH est membre du Comité directeur de l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains et a participé au Forum de Vienne, notamment à l'atelier sur la prévention active, qui a porté sur la détermination de messages adaptés, l'utilisation de médias novateurs, la prévention de la demande et l'évaluation des actions menées. Il fait également partie du Groupe interinstitutions sur la violence à l'égard des enfants, qui vise à renforcer la coopération entre différents partenaires, notamment en matière de lutte contre la traite. En outre, il est membre de l'Équipe d'experts chargée de la coordination de l'Alliance de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, qui vise à promouvoir les droits de l'homme des victimes de la traite et des migrants au moyen d'activités de recherche et de mobilisation.

58. Le 2 juin 2008, le HCDH a coparrainé un séminaire sur le thème «Contrecarrer le trafic des êtres humains: partenariats pour la protection et le renforcement des capacités», qui était organisé principalement à l'intention des représentants des États membres à New York et auquel ont participé, outre le HCDH, des fonctionnaires de l'ONU ainsi que des représentants de la société civile et du secteur privé. La Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme, qui a ouvert le séminaire, a insisté sur le fait qu'il était nécessaire que toutes les parties prenantes mettent pleinement en œuvre une stratégie de lutte contre la traite axée sur les droits de l'homme.

59. En octobre 2008, le HCDH a coorganisé avec le Gouvernement mexicain un séminaire international sur la protection des droits de l'enfant dans le contexte de la migration, une attention particulière étant portée à la protection des enfants migrants non accompagnés et au danger qu'ils courent de devenir victimes de la traite.

60. Le HCDH a prêté assistance à l'expert indépendant chargé d'élaborer l'Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants, dans laquelle est abordé, entre autres questions, le problème de la traite des enfants. Le HCDH a mis au point une stratégie de suivi qui sert de programme d'action et vise à ce que les recommandations formulées dans cette étude soient intégrées à toutes ses activités. Le HCDH a mené à trois reprises des consultations d'experts avec le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF sur les méthodologies de recherche concernant la traite.

61. Le HCDH a participé au troisième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents organisé au Brésil en novembre 2008. Il a en outre organisé un atelier sur les droits de l'homme et la lutte contre la traite des enfants, auquel ont participé le Rapporteur spécial sur les droits fondamentaux des victimes de la traite des êtres humains,

en particulier les femmes et les enfants, le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, le Président du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, des représentants de l'OIM, de l'UNICEF, de l'OIT et de l'ONUDC, le Directeur de la Fondation Ricky Martin et le fondateur de Projeto Uere, une ONG de Rio ayant pour vocation d'instruire les enfants pauvres et de leur donner une place dans la communauté.

62. Il y a eu de nombreux débats sur la question de savoir comment réprimer l'exploitation par le travail des victimes de la traite, si la répression parvenait à faire diminuer la demande et s'il était approprié, ou utile, d'employer les mécanismes de justice pénale internationale à cette fin. Le HCDH a produit un document qui se fonde sur l'analyse de la jurisprudence internationale pour donner des indications sur les mesures à prendre pour traduire en justice les personnes ayant eu recours aux services des victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle.

B. Mécanismes de protection des droits de l'homme des Nations Unies

1. Organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

63. Les organes conventionnels soulèvent régulièrement des questions concernant la traite et les problèmes s'y rapportant lors de l'examen des rapports des États parties. Ils se sont dits préoccupés par le fait que la traite persiste en dépit de l'adoption par les États de lois, de plans d'action nationaux et d'autres mesures dans ce domaine.

64. Le Comité des droits de l'homme a souligné à maintes reprises que la traite constituait une violation potentielle des articles 3, 8, 24 et 26 du Pacte. Il a reconnu l'existence d'un danger que les mesures de lutte contre la traite aient des répercussions négatives sur les droits et libertés des personnes victimes de la traite. Il a estimé que la vulnérabilité accrue des femmes à la traite, qui résulte de la discrimination et de la violence dont elles sont victimes, pouvait être combattue par la mise en œuvre de mesures concrètes²⁰.

65. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes interdit expressément leur traite et leur exploitation à des fins de prostitution (art. 6). Le Comité chargé de surveiller son application a examiné les questions de la demande qui est à l'origine de la traite, de l'exploitation qui en résulte et de la nécessité de sensibiliser le public au caractère illégal de la traite et à l'exploitation qui y est associée. Il s'est dit préoccupé par la pratique qui contraint les victimes de la traite à coopérer avec les autorités pour pouvoir obtenir un titre de séjour²¹.

66. Le Comité contre la torture a souligné qu'il était important de prêter assistance à toute victime de la traite du seul fait qu'elle en a besoin, qu'elle coopère ou non avec les enquêteurs²².

²⁰ Voir par exemple CCPR/CO/84/SVN (par. 11), CCPR/CO/84/THA (par. 20 et 21) et CCPR/CO/82/ALB (par. 15).

²¹ Voir par exemple CEDAW/C/FRA/CO/6 (par. 30 et 31) et CEDAW/C/MEX/CO/6 (par. 24 et 25).

²² Voir par exemple CAT/C/AUS/CO/3 (par. 32).

67. La Convention relative aux droits de l'enfant interdit la traite des enfants et leur exploitation à des fins sexuelles, ainsi que le travail forcé des enfants et leur exploitation par le travail (art. 35). Dans le préambule du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, les États parties constatent avec une vive préoccupation que «la traite internationale d'enfants aux fins de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de pornographie mettant en scène des enfants revêt des proportions considérables et croissantes». Le Comité a relevé qu'il fallait prendre en considération la question de la demande pour apporter une solution globale aux problèmes de la traite et de l'exploitation qui l'accompagne²³. Le Comité a également étudié le problème des enfants non accompagnés et des enfants séparés dans son Observation générale n° 6, dans laquelle il a relevé que la traite de ces enfants, ou leur «traite secondaire» pour ceux d'entre eux déjà victimes de traite, constituait l'un des nombreux dangers auxquels ils étaient confrontés²⁴.

2. Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme

68. À sa soixantième session, la Commission des droits de l'homme a décidé de nommer un rapporteur spécial dont le mandat serait axé sur les droits fondamentaux des victimes de la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants²⁵. Dans son premier rapport thématique à la Commission, la Rapporteuse spéciale s'est attachée à définir la traite et ses effets sur les droits de l'homme²⁶. Son deuxième rapport thématique contenait une analyse de la relation entre la traite et la demande qui est à l'origine de l'exploitation sexuelle commerciale, ainsi que des recommandations fondées sur les droits de l'homme à l'intention des gouvernements²⁷. Son rapport à la quatrième session du Conseil des droits de l'homme comprenait une étude sur le mariage forcé dans le contexte de la traite des personnes²⁸. Elle a recommandé aux États de mettre en œuvre des lois visant à prévenir la traite ainsi que les mesures voulues pour décourager la demande, réprimer la traite, poursuivre les responsables et apporter aide et protection aux victimes.

69. À sa septième session, en mars 2008, le Conseil des droits de l'homme a prolongé le mandat du Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants et l'a chargé de travailler en étroite coordination avec, notamment, le Rapporteur spécial sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les

²³ Voir par exemple CRC/C/KEN/CO/2 (par. 65 et 66).

²⁴ Comité des droits de l'enfant, Observation générale n° 6 (2005) sur le traitement des enfants non accompagnés et des enfants séparés en dehors de leur pays d'origine (par. 52).

²⁵ Décision 2004/110.

²⁶ E/CN.4/2005/71.

²⁷ E/CN.4/2006/62.

²⁸ A/HRC/4/23.

enfants, en gardant à l'esprit leur complémentarité²⁹. L'actuelle Rapporteuse spéciale sur la vente des enfants, tout comme son prédécesseur, a abordé la question de la traite aussi bien dans des rapports sur les pays³⁰ que dans des rapports thématiques³¹. Dans son premier rapport annuel au Conseil des droits de l'homme en septembre 2008, l'actuelle Rapporteuse spéciale a relevé que l'intitulé de son mandat posait certains problèmes de définition, concernant notamment la notion de «vente d'enfants», qui se prêtait à une interprétation étroite ou large selon qu'elle englobait ou non la «traite des enfants»³². En outre, elle a indiqué que dans le cadre des visites de pays elle privilégierait la dimension transnationale et régionale ainsi que les visites conjointes et concertées avec d'autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

70. La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences a également abordé la question de la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des filles, dans les rapports thématiques qu'elle a présentés aux soixante et unième et soixante-deuxième sessions de la Commission des droits de l'homme³³. Dans le rapport sur les relations entre culture et violence à l'égard des femmes qu'elle a présenté au Conseil des droits de l'homme à sa quatrième session³⁴, la Rapporteuse spéciale a insisté sur le fait que les mariages forcés devraient être considérés comme une forme de traite. Dans son dernier rapport, elle a présenté des indicateurs de la violence à l'encontre des femmes, dont certains concernaient la traite³⁵.

71. Le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants s'intéresse régulièrement au problème de la traite dans le cadre de ses rapports sur les questions liées aux migrations transfrontalières. Il envoie des communications aux gouvernements, souvent conjointement avec le Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes et le Rapporteur spécial sur la traite des êtres humains. Un chapitre de son dernier rapport annuel sur la criminalisation des migrations irrégulières, daté de février 2008, est consacré à la traite, qu'il a distinguée du trafic illicite de personnes³⁶.

72. Dans sa résolution 6/14, le Conseil des droits de l'homme a établi un nouveau mandat, celui du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, ses causes et ses conséquences, qui a remplacé le Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage.

²⁹ Résolution 7/13.

³⁰ E/CN.4/2005/78/Add.2, E/CN.4/2006/67/Add.2, E/CN.4/2006/67/Add.3, A/HRC/4/31/Add.2 et A/HRC/7/8/Add.2.

³¹ A/HRC/9/21 et E/CN.4/2006/67.

³² A/HRC/9/21 (par. 16).

³³ E/CN.4/2005/72 et E/CN.4/2006/61.

³⁴ A/HRC/4/34.

³⁵ A/HRC/7/6.

³⁶ A/HRC/7/12.

La Rapporteuse spéciale s'est fixé pour objectif de mettre l'accent sur «les causes et les conséquences du travail forcé et sur les répercussions du travail forcé sur les hommes, les femmes et les enfants. Elle concentrera son attention en particulier sur la situation des employés de maison et sur les aspects du travail des enfants qui relèvent de l'exploitation économique.»³⁷.

3. Le Conseil des droits de l'homme et l'Examen périodique universel

73. À sa septième session, le Conseil des droits de l'homme a adopté la résolution 7/29 sur les droits de l'enfant, dans laquelle il a exhorté les États à prendre toutes les mesures voulues pour réprimer la traite des enfants et l'éliminer, à resserrer leur coopération pour prévenir la constitution de réseaux de traite d'enfants et démanteler ceux qui existent, ainsi qu'à répondre aux besoins des victimes.

74. Dans sa résolution 9/5 sur les droits de l'homme des migrants, adoptée à sa neuvième session, le Conseil a encouragé les États à promulguer des lois et à prendre d'autres mesures efficaces pour lutter contre la traite internationale et l'introduction clandestine de migrants, engager des poursuites, protéger et aider les victimes.

75. Le Groupe de travail sur la procédure d'Examen périodique universel, qui a tenu ses première et deuxième sessions respectivement en avril et en mai 2008, a débattu du problème de la traite des femmes et des filles et formulé des recommandations à cet égard à 22 des 32 pays dont la situation était examinée.

III. PRINCIPES ET DIRECTIVES RECOMMANDÉS CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME ET LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

76. Depuis le début de son action contre la traite, le HCDH s'est toujours employé à promouvoir et à appuyer une approche fondée sur les droits de l'homme. Il s'est employé à mettre au point une série d'outils dont les États, les organisations intergouvernementales, les organes chargés de la protection des droits de l'homme, les organisations non gouvernementales et les particuliers se serviraient pour promouvoir la prévention de la traite et la protection des droits des victimes. Pour ce faire, il s'est appuyé sur les Principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains³⁸, élaborés en 2002 par le HCDH en consultation avec d'autres organismes des Nations Unies et des experts internationaux. La publication prochaine d'un commentaire détaillé sur les Principes et directives et d'un guide pour leur application devrait venir renforcer cet instrument. Les Principes et directives prônent explicitement une approche de la lutte contre la traite fondée sur les droits de l'homme, autrement dit, une approche ayant pour base normative le droit international, notamment les normes internationales relatives aux droits de l'homme, et visant concrètement à promouvoir et à protéger ces droits. Une telle approche nécessite l'analyse des violations des droits de l'homme qui se produisent tout au long du cycle de la traite et des obligations qui incombent aux États en vertu du droit international des droits de l'homme. Elle vise à détecter et à éliminer les pratiques

³⁷ A/HRC/9/20, résumé.

³⁸ E/2002/68/Add.1

discriminatoires et les répartitions injustes de pouvoir qui sous-tendent la traite, rendent possible l'impunité des trafiquants et privent les victimes d'accès à la justice.

A. Principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains

77. En juillet 2002, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme a soumis au Conseil économique et social les Principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains. Dans le rapport qui accompagnait ce document, elle a expliqué que celui-ci constituait la réponse du HCDH au manque évident de directives pratiques fondées sur les droits dans le domaine de la lutte contre la traite. Elle a indiqué que les Principes et directives servaient de cadre et de critères de référence pour les travaux du Haut-Commissariat sur cette question et a encouragé les États et les organisations intergouvernementales à y recourir dans les actions qu'ils menaient pour prévenir la traite et protéger les droits des personnes qui en étaient victimes³⁹.

78. Les Principes et directives sont issus de consultations informelles approfondies entre des experts, des praticiens et des représentants des organismes et programmes des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales qui combattent la traite et les problèmes connexes. Ils ont pour but de promouvoir et de faciliter l'intégration de la question des droits de l'homme dans les lois, les politiques et les actions contre la traite aux niveaux national, régional et international.

79. Comme son titre l'indique, le document qui contient les Principes et directives est divisé en deux parties. La première partie présente 17 principes qui, pris ensemble, constituent une base solide pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de mesures de lutte contre la traite fondées sur les droits de l'homme. Les principes ont été conçus de façon à pouvoir être utilisés comme une liste de références à partir de laquelle évaluer les lois, politiques et mesures prises.

80. Les principes se répartissent en quatre catégories: primauté des droits de l'homme; prévention de la traite; protection et assistance; et incrimination, sanction et réparation. Les principes qui relèvent de la première catégorie s'appliquent aux mesures prises à n'importe quel stade du cycle de la traite (recrutement, transport ou exploitation). Les principes qui appartiennent aux trois autres catégories déterminent les objectifs et les modalités des mesures prises à différentes étapes de ce cycle (mesures de prévention avant qu'une personne ne puisse être soumise à la traite; mesures de protection et d'assistance pour les personnes qui sont soumises à la traite; et poursuites pénales ou civiles contre les responsables de la traite).

81. La seconde partie du document contient 11 directives qui, pour la plupart, s'appuient sur un ou plusieurs principes pour les développer. Contrairement aux principes, les directives visent à donner des indications pratiques aux États, organisations intergouvernementales, organisations non gouvernementales et autres parties prenantes sur les mesures qu'ils pourraient prendre pour garantir que les principes essentiels se concrétisent dans des actions efficaces et viables.

³⁹ E/2002/68 (par. 62).

82. Les Principes et directives servent de cadre à l'élaboration de bonnes pratiques et, venant s'ajouter aux normes juridiques internationales acceptées, ils constituent pour les États des directives détaillées dans des domaines spécifiques tels que la législation, les mesures de répression pénale, la détention des victimes, l'aide aux victimes et leur protection.

B. Mise en œuvre par les organismes des Nations Unies et d'autres institutions des Principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains

83. Depuis 2002, les Principes et directives ont été mentionnés dans de nombreux documents directifs et textes interprétatifs, notamment dans le guide législatif relatif à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et aux Protocoles s'y rapportant (ONUDC) et dans le commentaire concernant les dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains⁴⁰. Des résolutions adoptées par différents organes de l'Union européenne et de l'Organisation des États américains ont recommandé l'utilisation des Principes et directives pour intégrer un cadre normatif des droits de l'homme aux actions de lutte contre la traite. Les Principes et directives sont largement appuyés et utilisés par les organismes des Nations Unies concernés, notamment la Division de la promotion de la femme, l'UNICEF, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), le Projet interorganisations sur la traite des êtres humains dans la sous-région du bassin du Mékong, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI)⁴¹, l'ONUDC et l'OIT⁴². Les Principes et directives ont servi de base et de cadre aux travaux de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, qui s'en est inspirée pour examiner et évaluer des situations précises dans certains pays et apprécier l'efficacité des stratégies nationales et régionales de lutte contre la traite. Plusieurs organisations internationales, telles que l'Union interparlementaire et l'OIM, ainsi que des organisations non gouvernementales telles qu'Amnesty International, la Société antiesclavagiste, Human Rights Watch, Global Rights, le Réseau contre la prostitution infantile, la pornographie infantile et le trafic d'enfants à des fins sexuelles, Médecins pour les droits de l'homme, Save the Children et Global Alliance Against Traffic in Women, se sont appuyées sur les Principes et directives dans leurs activités de recherche ou de sensibilisation.

⁴⁰ Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (*Série des Traités du Conseil de l'Europe* n° 197, 16 mai 2005) entrée en vigueur le 1^{er} février 2008. Au 17 novembre 2008, la Convention, qui est ouverte à d'adhésion de tous les États, qu'ils soient membres ou non du Conseil de l'Europe, avait été ratifiée par 19 États.

⁴¹ L'UNICRI a notamment mis en œuvre les Principes et directives lors de l'élaboration de programmes de formation. Voir «Lutte contre la traite des êtres humains et opérations de maintien de la paix: programme de formation du personnel international de détection et de répression, dans la phase préalable au déploiement et en cours d'emploi».

⁴² L'OIT a fréquemment eu recours aux Principes et directives. Voir *Human Trafficking and Forced Labour Exploitation: Guidance for Legislation and Law Enforcement* (Genève, OIT, 2005); B. Olateru-Olagbegi et A. Ikpe, *Review of Legislation and Policies in Nigeria on Human Trafficking and Forced Labour* (Genève, OIT, 2006); et *Combating trafficking in children for labour exploitation: a resource kit for policy makers and practitioners* (2008).

C. Le commentaire sur les Principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains

84. Depuis 2002, il a été régulièrement demandé que des indications supplémentaires soient données aux organisations intergouvernementales, gouvernements, organisations de la société civile et autres initiatives de lutte contre la traite concernant les Principes et directives. En conséquence de quoi, le HCDH a rédigé en 2008 un commentaire détaillé sur ce document, l'objectif étant de donner une analyse juridique et politique complète de tous les aspects des Principes et directives afin qu'ils puissent être utilisés pour l'élaboration et l'application de mesures contre la traite qui tiennent pleinement compte du droit international et des politiques internationales.

85. Le commentaire s'inspire de l'expérience des mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme, des États et des organismes intergouvernementaux qui ont mis en œuvre l'approche fondée sur les droits de l'homme recommandée par les Principes et directives. Il indique clairement que le fait de mettre l'accent sur les droits de l'homme ne signifie toutefois pas qu'il faille abandonner d'autres objectifs ou d'autres méthodes. Aussi les États n'en restent-ils pas moins tenus de mettre en place des mesures de répression de la traite strictes et efficaces. Il faut simplement qu'à chaque étape d'une action donnée, l'incidence sur les droits de l'homme des mesures prises et de l'action dans son ensemble soit examinée et surveillée. L'objectif ultime des activités de lutte contre la traite devrait être de prévenir ce phénomène, de protéger les personnes de toute violation de leurs droits liée à la traite et de prêter assistance aux victimes lorsque rien n'est fait ou ne peut être fait pour empêcher de telles violations. Le commentaire a été conçu de façon à pouvoir être utilisé pour analyser le respect par les acteurs concernés de leurs obligations juridiques de prévenir et de combattre la traite et l'exploitation qui y est associée. Un groupe d'experts provenant principalement d'organismes et de mécanismes de protection des droits de l'homme des Nations Unies a examiné les aspects techniques du projet de texte. Celui-ci est en train d'être modifié en conséquence et il devrait être mis à la disposition du public au cours du premier semestre de 2009.

D. Concrétiser les Principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains

86. Le HCDH examine actuellement la question de savoir si d'autres outils, tels qu'un guide pratique de mise en œuvre, pourraient être mis au point pour aider les États et d'autres acteurs à garantir que les mesures de lutte contre la traite sont efficaces, conformes aux normes internationales et qu'elles reflètent les bonnes pratiques établies ou émergentes. Un instrument de ce type pourrait également se révéler utile pour l'évaluation des plans d'action nationaux de lutte contre la traite du point de vue des droits de l'homme.

IV. CONCLUSIONS

87. L'envergure du problème de la traite est telle qu'elle est difficilement concevable. Chaque année, des millions d'êtres humains sont réduits par la ruse, la vente, la force ou la contrainte à une situation d'exploitation dont ils ne peuvent s'extraire. Ils sont les marchandises d'une industrie transnationale criminelle qui génère des milliards de dollars et opère dans une quasi totale impunité en raison d'une application insuffisante des lois qui, dans de nombreux cas, s'accompagne de corruption et de complicités. Partout dans le monde, la masse des victimes

potentielles ne cesse de croître en raison des inégalités, du manque de débouchés, de l'insécurité alimentaire, de l'insécurité de l'emploi, de la violence, des conflits, de la discrimination et de la pauvreté qui sévissent dans de nombreuses régions du monde.

88. Les partenaires de l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains ont déployé des efforts pour donner l'alerte et mobiliser les énergies en faveur de la lutte contre la traite des êtres humains, en organisant le Forum de Vienne et en renforçant la coordination des activités des organismes des Nations Unies engagés dans ce combat, avec des résultats encourageants aux niveaux national, régional et international. Par l'intermédiaire des mécanismes de protection des droits de l'homme des Nations Unies, les États membres ont de plus en plus souvent fait rapport sur les progrès réalisés et les mesures prises pour combattre la traite au moyen de stratégies fondées sur les droits de l'homme.

89. Toutefois, les efforts visant à s'attaquer aux conséquences de la traite sur les êtres humains restent pour la plupart sans effet. Dans certains cas, ils ont même été préjudiciables aux personnes qu'ils visaient à protéger, les victimes de la traite étant parfois considérées comme des «dégâts collatéraux» dans les opérations des organes chargés de l'application des lois. La traite ayant fait l'objet d'une attention croissante de la part de la communauté internationale ces dernières années, il a été reconnu que l'efficacité de la lutte contre le commerce mondial des êtres humains passait par la prise d'engagements communs en matière de protection des droits de l'homme, de développement humain et de sécurité humaine et que les droits de l'homme devaient être placés au cœur de toute stratégie de lutte contre la traite digne de ce nom.

90. La traite des êtres humains est une violation des droits de l'homme qui ne pourra être éliminée qu'à condition que tous les acteurs, qu'ils soient gouvernementaux ou non, puissent travailler main dans la main, en s'appuyant sur des informations concrètes qui leur permettent de comprendre ce phénomène, ses causes et ses conséquences, et d'évaluer l'efficacité des mesures prises. Des progrès ont été réalisés en matière de coordination aux niveaux régional et international, mais il faudrait faire davantage d'efforts pour partager les meilleures pratiques et mettre en œuvre les meilleures stratégies. Il est indispensable d'apporter une solution véritablement concertée à ce problème aux échelons national et international, notamment au sein du système des Nations Unies.
